

No. 28657

**UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
and
MADAGASCAR**

Exchange of notes constituting an agreement concerning certain commercial debts (the United Kingdom/Madagascar Debt Agreement No. 7 (1990)) (with annex). Antananarivo, 11 March 1991

Authentic text of the notes: French.

Authentic texts of the annex: English and French.

Registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 20 February 1992.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD
et
MADAGASCAR**

Échange de notes constituant un accord relatif à certaines dettes commerciales [Accord n° 7 (1990) entre le Royaume-Uni et Madagascar relatif à des dettes] (avec annexe). Antananarivo, 11 mars 1991

Texte authentique des notes : français.

Textes authentiques de l'annexe : anglais et français.

Enregistré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 20 février 1992.

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ ENTRE LE
GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR RELATIF À CERTAINES
DETTES COMMERCIALES [ACCORD N° 7 (1990) ENTRE LE
ROYAUME-UNI ET MADAGASCAR RELATIF À DES DETTES]

I

*L'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Antananarivo au Ministre
des Affaires étrangères de la République démocratique de Madagascar*

AMBASSADE BRITANNIQUE
ANTANANARIVO

Non datée

Monsieur Le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer au procès-verbal agréé relatif à la consolidation de la dette de la République Démocratique de Madagascar qui a été signé à la Conférence tenue à Paris le 10 juillet 1990 et d'informer votre Excellence que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé à accorder un allègement de dette au Gouvernement de la République Démocratique de Madagascar suivant les modalités et conditions énoncées à l'annexe ci-jointe.

Si ces modalités et conditions sont acceptables par le Gouvernement de la République Démocratique de Madagascar, j'ai l'honneur de proposer que la présente note, accompagnée de son annexe, et votre réponse à cet effet constituent un accord entre les deux Gouvernements à ce sujet, qui s'intitulera " Accord No. 7 (1990) entre le Royaume-Uni et Madagascar relatif à des dettes " et entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Pour que cette résolution soit légale et que ladite résolution ait la forme d'un traité, je vous demande de bien vouloir présenter votre réponse sous forme d'un agrément respectant les dispositions de la loi internationale. J'ai l'honneur de vous soumettre un projet de texte dont la teneur faciliterait la réponse de votre Excellence.

J'ai l'honneur de faire part à votre Excellence de l'assurance de ma plus haute considération.

D. O. AMY
Ambassadeur de Sa Majesté Britannique

[Annexes comme sous la note II]

¹ Entré en vigueur le 11 mars 1991, date de la note de réponse, conformément aux dispositions desdites notes.

II

*[Le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères Antananarive
à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Antananarive]*

[Antananarive
11 mars 1991]

Monsieur l'Ambassadeur,

Vous avez bien voulu m'adresser la note dont la teneur suit :

[Voir note I]

ANNEXE

SECTION I

Définitions et interprétation

- (1) Dans la présente annexe, à moins qu'une intention contraire ne soit évidente, on entend:
- (a) par "procès-verbal agréé", le procès-verbal agréé relatif à la consolidation de la dette de la République démocratique de Madagascar qui a été signé à la Conférence tenue à Paris le 10 juillet 1990;
 - (b) par "taux de marché approprié", le taux de référence majoré d'une marge de 0,5 pour cent;
 - (c) par "la Banque", la Banque Centrale de Madagascar ou toute autre institution que le Gouvernement de Madagascar désignerait aux fins de la présente annexe;
 - (d) par "jour ouvrable", un jour où des transactions sont effectuées sur le Marché interbancaire de Londres et (si le paiement est dû un tel jour) un jour où les banques sont ouvertes pour des opérations intérieures et extérieures à Londres dans le cas de sterling et à Londres et à New York dans le cas de dollars US;
 - (e) par "monnaie de la dette", la monnaie spécifiée dans le Premier Accord ou les Deux Accords Suivants comme étant la monnaie dans laquelle ladite dette doit être payée, à moins que ladite dette ne soit libellée en francs français auquel cas elle est convertie en sterling au taux de 9,25 FF = 1 £;
 - (f) par "dette", toute dette à laquelle les dispositions de la présente annexe sont applicables en vertu des dispositions du paragraphe (1) de la section 2;
 - (g) par "le Département", le Département des garanties de crédits à l'exportation (Export Credits Guarantee Department) en la personne du ministre compétent du Gouvernement du Royaume-Uni ou tout autre service du Gouvernement du Royaume-Uni qui ledit Gouvernement désignerait par la suite aux fins de la présente annexe;
 - (h) par "le Premier Accord", l'accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de Madagascar relatif à certaines dettes commerciales signé le 4 avril 1982¹;
 - (i) par "Madagascar" la République démocratique de Madagascar;
 - (j) par "échéance", la date prévue pour le remboursement d'une dette en vertu du Premier Accord ou des Deux Accords Suivants selon le cas;
 - (k) par "taux de référence", le taux coté au Département par une banque à convenir par le Département et par la Banque auquel ladite banque offre des dépôts semestriels en eurodollars, dans le cas d'une dette libellée en dollars US, ou des dépôts semestriels en sterling, dans le cas d'une dette libellée en sterling, sur le Marché interbancaire de Londres à 11h00 (heure de Londres) deux jours ouvrables avant le commencement de la période d'intérêt applicable chaque année;
 - (l) par "les Deux Accords Suivants", les accords entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de Madagascar relatifs à certaines dettes commerciales signés respectivement les 21 mai 1983² et 7 janvier 1985³;

¹ Nations Unise, *Recueil des Traités*, vol. 1294, p. 175.

² *Ibid.*, vol. 1352, p. 217.

³ *Ibid.*, vol. 1427, p. 21.

(m) par “ Royaume-Uni ”, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord.

(2) Toutes les références aux intérêts, à l’exception des intérêts contractuels, concernent les intérêts accumulés de jour en jour et calculés sur la base de jours effectivement écoulés et d’une année de 360 jours, dans le cas de dettes libellées en dollars US, ou de 365 jours, dans le cas de dettes libellées en sterling.

(3) Là où le contexte de la présente annexe le permet, les mots paraissant sous la forme d’un singulier comprennent également le pluriel et vice versa.

(4) A moins d’une indication contraire, une référence à une section spécifiée est interprétée comme une référence à ladite section de la présente annexe.

(5) Les titres des sections ne sont là que pour des facilités de référence.

SECTION 2

La dette

(1) Sous réserve des dispositions du paragraphe (2) de la présente section et du paragraphe 3 de l’article IV du procès-verbal agréé, les dispositions de la présente annexe s’appliquent:

- (a) à tout montant, qu’il s’agisse du principal ou des intérêts, exigible en vertu du Premier Accord, venant à échéance entre le 1er juin 1990 et le 31 décembre 1990 et qui demeure impayé; et
- (b) à tout montant, qu’il s’agisse du principal ou des intérêts, exigible en vertu des Deux Accords Suivants, venant à échéance entre le 1er juin 1990 et le 30 juin 1991 et qui demeure impayé.

(2) Dès que possible, le Département et la Banque agréent et élaborent une liste des dettes (la “ liste des dettes ”) auxquelles la présente annexe est applicable, en vertu des dispositions de la présente section. La liste des dettes peut être revue de temps à autre, à la demande du Département ou de la Banque, mais des additions ou des modifications ne peuvent y être apportées sans l’accord du Département aussi bien que de la Banque. Le fait que des délais sont apportés à l’élaboration de la liste des dettes n’empêche ni ne retarde la mise en oeuvre des autres dispositions de la présente annexe.

SECTION 3

Paiements en vertu du Premier Accord et des Deux Accords Suivants

Pour autant qu’elles ont trait au paiement de toute dette, les dispositions du Premier Accord et des Deux Accords Suivants cessent de s’appliquer au moment de l’entrée en vigueur du présent Accord.

SECTION 4

Paiement de dette

Conformément aux dispositions du paragraphe (1) de la section 6, le Gouvernement de Madagascar verse au Département:

- (a) pour chaque dette spécifiée à l'alinéa (a) du paragraphe (1) de la section 2:
100 pour cent au plus tard le 31 mars 1991; et
- (b) pour chaque dette spécifiée à l'alinéa (b) du paragraphe (1) de la section 2:
100 pour cent en douze tranches semestrielles égales et consécutives, à compter du 15 juin 1999

SECTION 5

Intérêts

(1) Les intérêts sur le solde de chaque dette sont considérés comme ayant couru et courent pendant la période allant de l'échéance jusqu'au règlement de cette dette au moyen de versements au Département conformément à la section 4 et sont perçus pour la même période.

(2) Le Gouvernement de Madagascar est tenu de payer et paie au Département, conformément aux dispositions du paragraphe (1) de la section 6 et aux dispositions de la présente section, des intérêts sur chaque dette dans la mesure où elle n'a pas été réglée au moyen de versements au Département au Royaume-Uni en vertu de la section 4. Ces intérêts sont versés au Département, semestriellement, les 30 juin et 31 décembre (les "dates d'échéance") de chaque année à compter du 30 juin 1991.

(3) Tous les intérêts accumulés jusqu'à chaque date d'échéance payables conformément aux dispositions de la présente section, en ce qui concerne des dettes payables conformément aux dispositions du paragraphe (b) de la section 4, sont payés au taux de 3,5 pour cent au-dessous du taux de marché approprié applicable à chaque période d'intérêt de six mois à compter de la période d'intérêt de six mois durant laquelle l'échéance de la dette concernée intervient.

(4) Si tout montant d'intérêts payables conformément aux dispositions des paragraphes (2) et (3) de la présente section n'est pas payé à la date d'échéance applicable, des intérêts sur ledit montant d'intérêts échus deviennent alors payables au taux de marché approprié et courent de jour en jour à partir de la date d'échéance applicable jusqu'à la date de réception du paiement par le Département.

(5) Tous les intérêts payables conformément aux dispositions de la présente section, en ce qui concerne des dettes payables conformément aux dispositions du paragraphe (a) de la section 4, sont payés au taux de marché approprié applicable à chaque période d'intérêt de six mois à compter de la période d'intérêt de six mois durant laquelle l'échéance de la dette concernée intervient.

SECTION 6

Versements au Département

- (1) Au moment où les paiements arrivent à échéance aux termes des sections 4 et 5, le Gouvernement de Madagascar:
 - (a) si possible, tire sur le compte spécial à la Banque de France visé au paragraphe 4 de l'article IV pour s'acquitter desdits paiements, et
 - (b) quel que soit le cas, organise le versement, sans déduction pour impôts, redevances ou autres taxes publiques ou toutes autres charges à payer à Madagascar ou hors du pays,

des montants nécessaires en monnaie de la dette sur un compte dont le Département notifie les détails à la Banque.

- (2) Si le jour où le paiement arrive à échéance n'est pas un jour ouvrable, le paiement est effectué le jour ouvrable le plus proche.
- (3) La Banque donne au Département tous les détails des dettes et/ou des intérêts auxquels les transferts ont trait.

SECTION 7

Echanges d'informations

Le Département et le Gouvernement de Madagascar échangent toutes les informations requises pour l'application de la présente annexe.

SECTION 8

Autres règlements de dettes

- (1) Le Gouvernement de Madagascar s'engage à respecter ses obligations en vertu de l'article III du procès-verbal agréé et convient d'accorder au Royaume Uni des conditions non moins favorables que celles convenues avec tout autre pays créancier, nonobstant toute disposition contraire de la présente annexe.
- (2) Les dispositions du paragraphe (1) de la présente section ne s'appliquent pas aux questions relatives au paiement des intérêts fixés par la section 5.

J'ai l'honneur de confirmer que les modalités et conditions énoncées à l'annexe de votre note sont acceptables par le Gouvernement de la République Démocratique de Madagascar et que votre note, accompagnée de son annexe, et la présente réponse constituent un accord entre nos deux Gouvernements à ce sujet, qui s'intitule "Accord N° 7 (1990) entre le Royaume-Uni et Madagascar relatif à des dettes" et entre en vigueur ce jour.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

MAURICE RAMARAZAKA

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT³ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF MADAGASCAR CONCERNING CERTAIN COMMERCIAL DEBTS (THE UNITED KINGDOM/MADAGASCAR DEBT AGREEMENT No. 7 (1990))

I

*Her Majesty's Ambassador at Antananarivo
to the Minister of Foreign Affairs of the Democratic Republic of Madagascar*

BRITISH EMBASSY
ANTANANARIVO

Undated

Dear Minister,

I have the honour to refer to the Agreed Minute on the Consolidation of the Debt of the Democratic Republic of Madagascar which was signed at the Conference held in Paris on 10 July 1990 and to inform Your Excellency that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are prepared to provide debt relief to the Government of the Democratic Republic of Madagascar on the terms and conditions set out in the attached Annex.

If these terms and conditions are acceptable to the Government of the Democratic Republic of Madagascar, I have the honour to propose that this Note together with its Annex, and your reply to that effect, shall constitute an Agreement between the two Governments in this matter which shall be known as "The United Kingdom/Madagascar Debt Agreement No. 7 (1990)" and which shall enter into force on the date of your reply.

In order for that resolution to be legal and to have the form of a treaty, I would be grateful if you would set out your reply in the form of an acceptance in accordance with the provisions of international law. I have the honour to submit a draft text, the content of which may facilitate Your Excellency's reply.

I have the honour to convey to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

D. O. AMY

¹ Translation supplied by the United Kingdom.

² Traduction fournie par le Royaume-Uni.

³ Came into force on 11 March 1991, the date of the note in reply, in accordance with the provisions of the said notes.

ANNEX¹

SECTION 1

Definitions and Interpretation

- (1) In this Annex, unless the contrary intention appears:
- (a) “the Agreed Minute” means the Agreed Minute on the Consolidation of the Debt of the Democratic Republic of Madagascar which was signed at the Conference held in Paris on 10 July 1990;
 - (b) “Appropriate Market Rate” means the Reference Rate plus a margin of 0.5 per cent;
 - (c) “the Bank” means the Central Bank of Madagascar or any other institution which the Government of Madagascar may nominate for the purposes of this Annex;
 - (d) “Business Day” means a day on which dealings are carried on in the London Interbank Market and (if payment is required to be made on such day) on which banks are open for domestic and foreign exchange business in London in the case of sterling and in both London and New York City in the case of US dollars;
 - (e) “Currency of the Debt” means the currency specified in the First Agreement or the Second Two Agreement as being the currency in which that Debt is to be paid unless that Debt is denominated in French francs in which case it shall be converted into sterling at the rate of Ff 9.25 = £1;
 - (f) “Debt” means any debt to which, by virtue of the provisions of Section 2(1), the provisions of this Annex apply;
 - (g) “the Department” means the Secretary of State of the Government of the United Kingdom acting through the Export Credits Guarantee Department or any other Department of the Government of the United Kingdom which that Government may subsequently nominate for the purpose hereof;
 - (h) “the First Agreement” means the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of Madagascar on Certain Commercial Debts signed on 4 April 1982;²
 - (i) “Madagascar” means the Democratic Republic of Madagascar;
 - (j) “Maturity” means the due date for the repayment of a Debt under the First Agreement or the Second Two Agreements as the case may be;
 - (k) “Reference Rate” means the rate quoted to the Department by a bank to be agreed upon by the Department and the Bank at which that bank is offering six-month eurodollar deposits, in the case of a Debt denominated in US dollars, or six-month sterling deposits, in the case of a Debt denominated in sterling, in the London Interbank Market at 11 am (London time) two Business Days before the commencement of the relevant interest period in each year;
 - (l) “the Second Two Agreements” means the Agreements between the Government of the United Kingdom and the Government of Madagascar on Certain Commercial Debts signed on 21 May 1983³ and 7 January 1985⁴ respectively;

¹ The English text of the annex is authentic — Le texte anglais de l'annexe est authentique.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 1294, p. 175.

³ *Ibid.*, vol. 1352, pl. 217.

⁴ *Ibid.*, vol. 1427, p. 21.

- (m) "the United Kingdom" means the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
- (2) All references to interest, excluding contractual interest, shall be to interest accruing from day to day and calculated on the basis of actual days lapsed and a year of 360 days, in the case of Debts denominated in US dollars, or 365 days in the case of Debts denominated in sterling.
- (3) Where the context of this Annex so allows, words importing the singular include the plural and vice versa.
- (4) Unless otherwise indicated, reference to a specified Section shall be construed as a reference to that Section of this Annex.
- (5) The headings to the Sections are for ease of reference only.

SECTION 2

The Debt

- (1) The provisions of this Annex shall, subject to the provisions of paragraph (2) of this Section and Article IV paragraph 3 of the Agreed Minute, apply to:
- (a) any amount, whether of principal or of interest, payable under the First Agreement falling due from 1 June 1990 to 31 December 1990 and which remains unpaid; and
- (b) any amount, whether of principal or of interest, payable under the Second Two Agreements falling due from 1 June 1990 to 30 June 1991 and which remains unpaid.
- (2) The Department and the Bank shall, as soon as possible, agree and draw up a list of Debts ("the Debt List") to which, by virtue of the provisions of this Section, this Annex shall apply. The Debt List may be reviewed from time to time at the request of the Department or of the Bank, but may not be added to or amended without the agreement of both the Department and the Bank. Delay in the completion of the Debt List shall neither prevent nor delay the implementation of the other provisions of this Annex.

SECTION 3

Payments under the First Agreement and the Second Two Agreements

The provisions of the First Agreement and the Second Two Agreements insofar as they relate to the payment of any Debt shall cease to apply upon the entry into force of this Agreement.

SECTION 4

Payment of Debt

The Government of Madagascar shall pay to the Department, in accordance with the provisions of Section 6(1), the following:

- (a) in respect of each Debt specified in Section 2(1)(a):
100 per cent no later than 31 March 1991; and

(b) in respect of each Debt specified in Section 2(1)(b):

100 per cent in 12 equal and consecutive half-yearly instalments commencing on 15 June 1999.

SECTION 5

Interest

(1) Interest on the balance of each Debt shall be deemed to have accrued and shall accrue during, and shall be payable in respect of, the period from Maturity, until the settlement of that Debt by payment to the Department in accordance with Section 4.

(2) The Government of Madagascar shall be liable for and shall pay to the Department in accordance with the provisions of Section 6(1) and of this Section interest on each Debt to the extent that it has not been settled by payment to the Department in the United Kingdom pursuant to Section 4. Such interest shall be paid to the Department half-yearly on 30 June and 31 December (the "Due Dates") each year commencing on 30 June 1991.

(3) All interest accruing up to each Due Date payable in accordance with the provisions of this Section in respect of Debts payable in accordance with the provisions of paragraph (b) of Section 4 shall be paid at the rate of 3.5 per cent below the Appropriate Market Rate applicable to each half-yearly interest period commencing with the half-yearly interest period within which the Maturity of the Debt concerned occurs.

(4) If any amount of interest payable in accordance with the provisions of paragraphs (2) and (3) of this Section is not paid on the relevant Due Date, interest on such amount of overdue interest at the Appropriate Market Rate shall thereafter become payable and shall accrue from day to day from the relevant Due Date to the date of receipt of the payment by the Department.

(5) All interest payable in accordance with the provisions of this Section in respect of Debts payable in accordance with the provisions of paragraph (a) of Section 4 shall be paid at the Appropriate Market Rate applicable to each half-yearly interest period commencing with the half-yearly interest period within which the Maturity of the Debt concerned occurs.

SECTION 6

Payments to the Department

(1) When payment becomes due under the terms of Sections 4 and 5, the Government of Madagascar shall:

- (a) where possible draw upon the special account at the Banque de France referred to in Article IV, paragraph 4, of the Agreed Minute to meet such payments, and
- (b) in any event arrange for the necessary amounts, without deduction for taxes, fees, other public charges or any other costs accruing inside or outside Madagascar, to be paid in the Currency of the Debt to an account notified by the Department to the Bank.

(2) If the day on which such a payment falls due is not a Business Day payment shall be made on the nearest Business Day.

(3) The Bank shall give the Department full particulars of the Debts and/or interest to which the transfers relate.

SECTION 7

Exchange of Information

The Department and the Government of Madagascar shall exchange all information required for the implementation of this Annex.

SECTION 8

Other Debt Settlements

(1) The Government of Madagascar undertakes to perform its obligations under Article III of the Agreed Minute and agrees to accord to the United Kingdom terms no less favourable than those agreed with any other creditor country, notwithstanding any provision of this Annex to the contrary.

(2) The provisions of paragraph (1) of this Section shall not apply to matters relating to the payment of interest determined by Section 5.

II

*The Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs Antananarivo
to Her Majesty's Ambassador at Antananarivo*

Antananarivo
11 March 1991

Dear Ambassador,
You kindly sent me a Note which reads as follows:

[*See note I*]

I have the honour to confirm that the terms and conditions set out in the Annex to your Note are acceptable to the Government of the Democratic Republic of Madagascar and that your Note together with its Annex, and this reply, shall constitute an Agreement between our two Governments in this matter which shall be known as "The United Kingdom/Madagascar Debt Agreement No. 7 (1990)" and which shall enter into force today.

I have the honour to convey to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

MAURICE RAMAROZAKA
